

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

JSFS

Vie de la Société

Journal de la société statistique de Paris, tome 68 (1927), p. 145-150

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1927__68__145_0

© Société de statistique de Paris, 1927, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

JOURNAL

DE LA

SOCIÉTÉ DE STATISTIQUE DE PARIS

N° 5. — MAI 1927

I

PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 27 AVRIL 1927

SOMMAIRE

OUVERTURE DE LA SÉANCE PAR M. JOSEPH GIRARD, PRÉSIDENT.
ADOPTION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 16 MARS 1927.
NOMINATION ET PRÉSENTATION DE MEMBRES TITULAIRES.
COMMUNICATIONS DE M. LE PRÉSIDENT.
PRÉSENTATION D'OUVRAGES.
COMMUNICATION DE M. GEORGES BLONDEL : « LES GRANDS PROBLÈMES ACTUELS DE POLITIQUE EN EUROPE ENVISAGÉS DU POINT DE VUE DÉMOGRAPHIQUE ».

OUVERTURE DE LA SÉANCE PAR M. JOSEPH GIRARD, PRÉSIDENT.

La séance est ouverte à 21 heures, sous la présidence de M. Joseph GIRARD, Président.

M. le Président a le regret d'informer que M. BARRIOL, notre cher et si dévoué Secrétaire général, légèrement souffrant, a préféré s'abstenir de participer à notre réunion.

M. le Président rappelle que cette absence est la seconde depuis bientôt vingt ans que M. BARRIOL assume les fonctions de Secrétaire général. La première ayant eu lieu en juin 1926 pour cause de réunion officielle.

M. le Président signale la présence et salue M. LEMERCIER, un des doyens de notre Société (1876) à qui la Société a eu le vif plaisir d'offrir en sa séance du 19 janvier dernier la médaille de l'Industrie à l'occasion de son cinquantenaire de sociétariat.

M. LEMERCIER remercie M. le Président de ses aimables paroles et dit combien l'attention délicate de ses collègues l'a trouvé sensible.

ADOPTION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 16 MARS 1927.

M. le Président met aux voix le procès-verbal de la séance de 16 mars 1927, inséré dans le Journal d'avril. Ce procès-verbal est adopté sans observation.

NOMINATION ET PRÉSENTATION DE MEMBRES TITULAIRES.

M. le Président annonce que les candidatures présentées dans la dernière séance n'ont soulevé aucune observation. En conséquence, MM. DEMEURE, MAURY et TOUCHE sont nommés membres titulaires.

D'autre part, M. le Président fait savoir qu'il a reçu les demandes d'admission suivantes au titre de membres titulaires :

M. FLEURY, actuaire, 9 place Vendôme (1^{er}), présenté par MM. Girard et Barriol.

M. A. LARCHER, administrateur-délégué de l'Office public d'Habitations à bon marché, membre du Comité de la Société Française des Ingénieurs coloniaux, administrateur de la Chambre syndicale des Ingénieurs, président du Comité de la Société de la Légion d'honneur, 56, rue Caumartin (IX^e), présenté par MM. G. Hamon et Machelard.

M. Louis LAGNACE, inspecteur aux Chemins de fer d'Alsace et de Lorraine, 6, rue Danton, à Malakoff (Seine), présenté par MM. Barriol et A. Bernard.

Conformément à l'usage, il sera statué sur ces candidatures à la prochaine séance.

COMMUNICATIONS DE M. LE PRÉSIDENT.

M. le Président a le plaisir d'informer les membres de la Société que notre collègue, M. Edmond MICHEL, vient d'être nommé sous-chef de la Division des Prêts hypothécaires et de l'Inspection au Crédit Foncier de France. Il lui adresse, au nom de la Société, de bien sincères félicitations.

Enfin, il donne la parole à M. BROCHU, pour la présentation des ouvrages reçus.

PRÉSENTATION D'OUVRAGES.

M. BROCHU annonce que la Société a reçu un certain nombre d'ouvrages, dont il donne l'énumération. Il fait une mention spéciale des documents suivants :

Le Commerce et l'Industrie devant la dépréciation et la stabilisation monétaire (L'expérience allemande), par notre collègue M. GIUSTINIANI.

Almanach Financier (1927).

COMMUNICATION DE M. GEORGES BLONDEL : « LES GRANDS PROBLÈMES ACTUELS DE POLITIQUE EN EUROPE ENVISAGÉS DU POINT DE VUE DÉMOGRAPHIQUE ».

M. le Président présente M. Georges BLONDEL et lui donne la parole pour le développement de sa communication, dont le texte est inséré dans le présent Journal.

M. le Président remercie vivement M. Georges BLONDEL de sa communication très brillante. Son vaste exposé a été des plus attachants par ses vues économiques et démographiques, ainsi que par l'analyse du problème de natalité et du problème agraire qui se posent très nettement dans les pays de l'Europe Centrale.

Il était utile qu'une voix aussi autorisée que celle de M. Georges BLONDEL nous assure combien le prestige de la France en Europe Centrale est vivace, combien il est mérité, combien aussi il serait désirable que nous ayons le souci de l'entretenir avec soin.

Il était utile que nous ayons des aperçus sur l'organisation et la psychologie de ces nouveaux pays, ainsi que sur l'organisation véritablement prodigieuse de l'Allemagne, qui a su pousser si loin dans le domaine pratique la théorie de la rationalisation, qui est une synthèse des idées de Taylor, Ford et Hugo Stinnes.

M. Georges BLONDEL, qui n'a pas fait moins de vingt-deux voyages en Europe Centrale et en Allemagne depuis la fin des hostilités de 1918 et qui a eu l'occasion de s'entretenir avec les personnalités les plus marquantes de ces divers pays, nous a dit tout cela et a été écouté avec le plus vif intérêt.

M. le Président donne la parole à M. BOURDON, qui s'exprime ainsi :

On a souvent mis en lumière ce fait, trop évident, que, par le lent accroissement de sa population, la France avait perdu peu à peu la situation qu'elle avait possédée dans le monde il y a deux siècles. Nous avons nous-mêmes montré que la rapide augmentation du nombre des Européens au XIX^e siècle leur avait permis de peupler des régions lointaines que dans les âges antérieurs ils avaient seulement dominées politiquement. Il ne s'agit point ici de revenir sur ces transformations réalisées dans un passé récent, mais cependant dans le passé. Il est des questions plus actuelles et moins étudiées, on peut même dire à peu près neuves : ce sont celles que posent la population mondiale et son accroissement dans le présent et dans l'avenir immédiat.

Les derniers recensements d'avant guerre donnaient aux six grandes puissances : Russie, Allemagne, Autriche-Hongrie, Angleterre, France et Italie, plus des quatre cinquièmes de la population de l'Europe, exactement 8.183 pour 10.000. Au-dessous d'elles, pas d'autre État moyen que l'Espagne; puis une poussière de petits États. Aujourd'hui, le morcellement de l'Autriche-Hongrie a réduit les grandes puissances à cinq et à 6.312 pour 10.000 de la population européenne. Encore, pour atteindre cette proportion, faut-il inclure dans la population anglaise celle de l'État libre d'Irlande, qu'il serait plus juste de compter à part, et tenir pour une grande puissance européenne la Russie, dont la force est moins encore qu'avant 1917 proportionnée au nombre de ses habitants, et qui, tournée surtout vers l'Asie, semble dans une large mesure revenir à la situation d'où Pierre le Grand la fit sortir. Ces corrections, si on les admettait, diminueraient la population britannique et excluraient la Russie de l'Europe; elles réduiraient formidablement la part des grandes puissances. Même en les négligeant, on trouve que de 1914 à notre temps, la part des États secondaires dans la population européenne est passée d'un cinquième à peine à près des deux cinquièmes.

À côté de l'Espagne se placent désormais une série d'États moyens, comptant de 10 à 30 millions d'habitants chacun : la Pologne avec 27 millions d'habitants, la Roumanie (plus de 16 millions), la Tchécoslovaquie (13 à 14 millions) et le royaume des Serbes, Croates et Slovènes (12 millions). Au total, 69 millions d'hommes, plus qu'il n'y a d'Anglais et plus qu'il n'y a d'Allemands.

Cette situation nouvelle ne paraît pas avoir frappé l'opinion française, ni même nos dirigeants. Pour eux, les grandes puissances comptent seules : c'était vrai en 1914, ce ne l'est plus aujourd'hui. Convaincus, et à juste titre, que la France, avec ses 40 millions d'habitants, dont 38 millions de Français seulement, a besoin d'appuis extérieurs, ils concluent qu'elle n'a que le choix entre l'alliance anglaise et l'alliance allemande. Là est l'erreur et l'erreur funeste, car une alliance avec plus fort que soi, une alliance avec celui qu'on craint, se transforme inévitablement en vassalité. Est-ce le sort qu'on rêve pour la France de la victoire? À côté des mesures qui pourront rendre à la population française un taux d'accroissement normal et en liaison avec elles, il est un moyen d'éviter ce sort et un seul : c'est une alliance étroite avec la Pologne et la Petite Entente, avec les peuples que notre victoire a rendus libres et que rapproche de nous la communauté du péril allemand.

Le détail de cette politique ne saurait trouver place ici, mais on peut tenter d'esquisser les conditions qu'elle suppose. Ne jamais sacrifier les alliés naturels de la France à nos ex-alliés ou à nos ennemis : donc écarter, notamment, tout projet de réconciliation avec l'Allemagne qui s'opérerait aux dépens de la Pologne et tenir pour insuffisante toute garantie de sécurité qui ne s'appliquerait pas à la Pologne comme à la France. Réserver la défiance qu'elles méritent aux propagandes austrophile et magyarophile. Certains plaignent l'Autriche et la Hongrie d'avoir perdu tant de territoires, en oubliant que ces territoires étaient peuplés de populations distinctes pour qui les Allemands d'Autriche et les Magyars de Hongrie étaient des oppresseurs. Les mêmes personnes s'indignent de l'expropriation des grands domaines, effectuée par les nouveaux États, en ignorant que cette expropriation a été faite moyennant indemnité et qu'elle était nécessaire socialement pour opposer au bolchevisme la barrière d'une classe de paysans propriétaires et nationalement pour délivrer les fermiers tchèques, slovaques et roumains des grands propriétaires

allemands et hongrois, c'est-à-dire leurs maîtres étrangers. On conclut que de modestes remaniements territoriaux devraient être accordés aux États vaincus. Croit-on qu'on les contentera en leur rendant une très petite part de ce qu'ils ont perdu? Ne leur donnera-t-on pas plutôt l'espoir de pousser plus loin encore leurs reprises? Quelle confiance pourrait nous garder la Petite Entente et quel encouragement ce serait pour l'Allemagne à briser les frontières de Versailles? Peut-on ne pas voir le danger de remaniements territoriaux, limités au début tant qu'on voudra, mais qui en appelleraient d'autres et qui constitueraient en Europe le plus terrible des germes de guerre?

Ni ces propagandes insidieuses, ni la considération excessive de l'Allemagne et de l'Angleterre ne doivent nous empêcher de nous appuyer sur les nouveaux États de l'Europe Centrale, de les aider à se consolider et de travailler avec eux à maintenir l'œuvre de Versailles, qui a pu comporter de nombreuses erreurs dans ses clauses économiques, mais dont les clauses territoriales ont constitué des frontières infiniment plus justes que celles de 1914 et conformes dans l'ensemble au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, c'est-à-dire à la vieille idée française du principe des nationalités. Pour trouver des alliés, il suffit aujourd'hui à la France de rester fidèle à ses traditions.

Il ne faut pas considérer la population seulement dans son état présent, mais aussi dans son accroissement, qui est considérable : chaque année, l'Angleterre, l'Allemagne et l'Italie comptent chacune quelques centaines de milliers d'habitants de plus. Certaines personnes, surtout en pays anglo-saxon, voient dans cette augmentation de la population « un danger pour la civilisation ».

Elles signalent d'abord le péril — ou prétendu péril — alimentaire. M. Marcel PAON, qui adopte leurs idées, affirme dans son livre *L'immigration en France* (p. 169) que la population du globe est passée de 682 millions en 1810 à 1 milliard 700 millions en 1910 et à 1 milliard 800 millions actuellement. Il reconnaît, à la vérité, qu'il est « difficile de donner des chiffres ayant un caractère suffisant d'exactitude », mais on se demande si les chiffres qu'il avance présentent aucun caractère d'exactitude. Même aujourd'hui, il est des pays sans recensements : pour la Chine, notamment, nous ne possédons que des évaluations entre lesquelles l'écart va jusqu'à 150 ou 200 millions. Cette incertitude est la plus considérable, mais non la seule qui entache tout calcul de la population actuelle du monde. Dire : la terre a au moins tant d'habitants, au plus tant et laisser entre ces deux chiffres limites une marge de 200 ou 300 millions, ne constituerait-il pas la seule solution scientifique? Et que dire de la prétention de fixer la population du globe en 1810 non par centaines de millions, ni même par dizaines, mais par millions? Si M. Marcel PAON a découvert une méthode qui permette de pareilles déterminations, il devrait bien l'enseigner aux démographes.

Mais il ne paraît point s'en soucier et continue avec plus d'assurances que de preuves : « Des études sérieuses et récentes — qu'il néglige de citer — tendent à démontrer que l'accroissement des ressources alimentaires du globe ne suit pas l'accroissement vertigineux de sa population et qu'il pourrait en résulter dans l'avenir les plus redoutables conséquences. » L'étonnement s'accroît encore devant de telles assertions. Pour les réfuter, il n'est pas besoin d'évaluer ce que la terre pourrait produire de denrées alimentaires, mais ce qu'elle en produit effectivement; il n'est même pas besoin de statistiques; il suffit d'une constatation d'évidence : il y a cent ans, le vin et surtout la viande étaient presque le privilège des gens riches; les classes populaires, c'est-à-dire l'immense majorité des habitants de l'Europe, se nourrissent beaucoup mieux aujourd'hui qu'au début du XIX^e siècle; c'est la preuve que la production des denrées alimentaires a augmenté, non seulement aussi vite que la population, mais notablement plus vite.

Cependant, insistent quelques-uns, l'Europe est surpeuplée puisqu'elle ne peut produire toute son alimentation et qu'elle doit en acheter une grande part au dehors. Oui, certes, l'Europe achète des denrées alimentaires et les paie en vendant des produits manufacturés : c'est ce qu'on appelle le commerce international qui, comme l'enseignent les ouvrages d'économie politique élémentaires et même le simple bon sens, a été développé par le progrès des communications et permet à chaque pays d'acquiescer ce qui lui manque en échange de ce que son sol est apte à produire. Ce commerce est généralement tenu pour avantageux. S'il présente aujourd'hui des difficultés, c'est — sans parler des questions monétaires — que les pays d'outre-mer ont développé leurs industries. Dans l'ensemble du monde, l'industrie progresse plus que

l'agriculture et les villes grandissent aux dépens des campagnes : le mal qui nous menace n'est pas la surpopulation, mais la surindustrialisation.

Les populations qui s'accroissent ne peuvent, dit-on, rester entassées sur un sol étroit. Il faut à l'Allemagne et à l'Italie, qui grandissent comme l'Angleterre, des colonies comme à l'Angleterre. Ce langage est celui des Allemands, des Italiens et même de personnes désintéressées, mais qui s'en tiennent à une vue superficielle des choses. Les unes et les autres concluent généralement que les débouchés aux excédents de natalité en Allemagne et en Italie devraient être demandés aux anciennes colonies allemandes et aux colonies françaises.

En réalité, parmi les colonies allemandes une seule, le Sud-Ouest Africain, renfermait un nombre appréciable d'Allemands, car le climat désertique, mais salubre, leur permettait d'y vivre, s'il leur interdisait de tirer grand'chose du sol. Kiao Tchéou, peuplé de Chinois, ne pouvait guère recevoir d'immigrants et les autres colonies allemandes se trouvaient sous des climats tropicaux, qui excluaient l'installation des travailleurs blancs : on n'y trouvait pas autant d'Européens en 1912 que de Français en Afrique Occidentale. Toutes les colonies allemandes réunies ne renfermaient qu'une vingtaine de mille Européens.

Ces colonies, qui n'étaient pas et ne pouvaient pas être des colonies de peuplement fournissaient-elles à l'Allemagne de grandes quantités de matières premières ? En aucune façon. C'étaient les États-Unis et l'Inde qui ravitaillaient l'industrie allemande. Les colonies avaient pour l'Allemagne une valeur politique. Elles constituaient un élément d'impérialisme et de domination ; elles n'avaient pas de valeur économique. Laissées à l'Allemagne ou attribuées à l'Italie, elles n'auraient rien changé à la situation matérielle de ces deux pays.

Seules peuvent être colonies de peuplement et attirer des millions d'Européens qui s'y fixent, la plupart comme cultivateurs, les régions fertiles — de climat assez salubre pour que les blancs puissent y travailler la terre — où les indigènes soient très peu nombreux, comme ceux qui vivent de la chasse et de la pêche. Ces trois conditions ne sont réalisées à la fois et sur de vastes surfaces que dans quatre parties du globe : 1° les États-Unis et le Canada ; 2° une partie de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande ; 3° l'Argentine, le Chili et le sud du Brésil ; 4° le sud de la Sibérie.

La France n'a pas de véritable colonie de peuplement. Ses possessions se trouvent presque toutes sous les tropiques. Seule, l'Afrique du Nord présente — sur les côtes — une terre fertile et un climat salubre, mais avec une population indigène beaucoup trop dense pour que des millions d'Européens puissent s'y établir. La France a établi en Algérie quelques centaines de milliers de colons. C'était, à très peu de chose près, ce qui était nécessaire. Il resterait à faire le même effort en Tunisie et au Maroc, mais dans aucun de ces trois pays, il n'y a place pour les millions d'Allemands et d'Italiens qui devraient, prétend-on, trouver place hors de leur patrie. Les terres propres au peuplement blanc étaient toutes appropriées en 1914 et la plupart bien avant. Pour en conquérir une part, les Allemands et les Italiens devraient s'attaquer, non à la France, mais à l'Angleterre, à certaines républiques sud-américaines et à la Russie — si du moins ils en ont réellement besoin.

C'est en effet ce qu'on néglige de prouver. D'abord l'augmentation de la population ne provoque l'émigration que là où le développement économique ne progresse pas autant que le nombre des hommes. Ce fut le cas en Allemagne jusqu'aux environs de 1890, mais à partir de cette date, les nouvelles usines absorbèrent aisément l'excédent des naissances sur les décès. En 1914, l'Allemagne envoyait à l'étranger force représentants de commerce, mais son émigration définitive était devenue *inférieure* à celle de la France : elle est restée très basse et ne justifie nullement les prétentions que formule l'Allemagne ou qu'on formule pour elle.

Il faut aussi que l'émigration se tourne vers la terre et non vers les usines : sinon elle ira aux régions les plus civilisées et dédaignera les pays neufs — et c'est pour l'émigration italienne le cas le plus fréquent. On trouve en France et en Tunisie des Italiens installés comme ouvriers agricoles, parfois même comme propriétaires exploitants, fermiers ou métayers, mais leur nombre est petit en comparaison de ceux qu'emploient l'industrie et les mines. L'Italie est le seul des grands pays d'Europe qui ait une émigration importante, mais cette émigration ne va guère à la terre et, pour ainsi dire pas aux pays neufs. L'Érythrée et la Tripolitaine comprennent beaucoup de déserts, mais même dans les parties cultivables, on ne compte que quelques milliers d'Italiens.

Il en est ainsi de toutes les émigrations ; il semble même que celles des autres pays soient encore plus exclusivement dirigées vers l'industrie (1). L'émigration n'est pas seulement un changement de pays ; elle est aussi, le plus souvent, un changement de profession : elle transforme les cultivateurs en manœuvres industriels. Les raisons de ce fait sont à la fois économiques et psychologiques. S'établir outre-mer dans un pays neuf suppose des fonds, pour acquérir, sinon la terre, qui est à l'ordinaire concédée gratuitement ou presque, du moins le cheptel et l'outillage agricole qu'on n'a pas pu amener avec soi. La plupart des émigrants n'ont que de minces ressources : ils ne peuvent guère s'établir à leur compte s'ils ne reçoivent une aide analogue à celle que fournissent certaines compagnies de colonisation anglaises. Sauf ce cas exceptionnel, ils doivent ordinairement accepter un travail pour le compte d'autrui, qui est presque toujours mieux rémunéré dans l'industrie que dans l'agriculture, ou moins pénible, ou accompli dans des conditions qui permettent un peu plus de distractions.

D'autre part, le peuplement des terres vierges suppose l'habitude de l'effort physique intense et d'une vie très rude. Il ne convient qu'à une population assez fruste, ou, si l'on préfère, il exige des qualités qui tendent à disparaître. Le pamphlétaire, nullement allemand, qui avait pris le pseudonyme de D^r ROMMEL, écrivait en 1886 : « Il est moins pénible de fabriquer du sucre de betterave en ville que de cultiver des betteraves à la campagne ; moins pénible encore de vendre ce sucre derrière un comptoir, moins pénible encore de transcrire dans un bureau les écritures relatives à cette vente. Il faut moins d'énergie enfin pour se chauffer les pieds au service de l'État, lire son journal et toucher à la fin du mois des appointements que paient les taxes prélevées sur la fabrication du sucre. Voilà tout d'abord ce qui explique un peu la situation agricole, industrielle et financière de la France. Voilà pourquoi le paysan émigre du champ dans l'atelier qui déborde, pourquoi la bourgeoisie émigre dans la boutique et de la boutique dans le bureau qui seul fleurit, grandit et dévore le reste. » (*Au pays de la Revanche*, p. 10 et 11). L'erreur naïve du D^r ROMMEL était de croire que le désir du maximum de jouissance pour le minimum d'effort était spécial aux Français. Ce désir est commun à tous les hommes de tous les temps et de tous les pays. Il a inspiré toutes les inventions, de l'âge de pierre jusqu'à nos jours. Il a été le moteur de toute l'humanité, pour le bien comme pour le mal. Si de nos jours, il contrecarre le peuplement des pays neufs, s'il provoque la désertion des campagnes, s'il contribue à la surindustrialisation du monde, c'est par suite de conditions particulières à notre temps. Nos sociétés sont restées hiérarchisées comme par le passé ; peut-être même les degrés sont-ils devenus plus nombreux de la base au sommet. En même temps, la possibilité d'ascension sociale est devenue bien plus grande. Le nombre augmente donc tous les jours des hommes qui cherchent à quitter les professions tenues pour inférieures et par-dessus tout la profession agricole considérée comme la dernière de toutes.

C'est pour cette raison profonde que les peuples occidentaux, même ceux qui augmentent le plus vite, n'ont pas besoin de terres vierges. C'est pour cette raison aussi — entre autres — que l'industrie prédomine sur l'agriculture. Là est le point de départ des diverses difficultés que l'on attribue à l'augmentation de la population.

La séance est levée à 22^h 55.

Le Secrétaire des séances,
M. SALÈTES.

Le Président,
J. GIRARD.
